Faut-il continuer d’organiser des élections présidentielles en Afrique ?

Le Monde, 10.09.2016 Faut-ilÂ continuerÂ dâ€™organiser des Ã©lections prÃ©sidentielles en AfriqueÂ ? Cette question peutÂ Ãªtre Â jugÃ©e provocatrice par les idÃ©ologues de la dÃ©mocratie enÂ Afrique. Cependant, elle fait suite Ã une observa des Ã©lections sur le continent africain ces vingt-cinq derniÃ¨res annÃ©es, particuliÃ¨rement la derniÃ¨re Ã©lection prÃ©sidentielle auÂ Gabon. LorsqueÂ Jacques ChiracÂ jugeait, au dÃ©but des annÃ©es 1990, queÂ Â«Â la dÃ©mocratie est unÂ luxeÂ pour lâ€™AfriqueÂ Â», beaucoup dâ€™Africains, y compris les intellectuels et politiques sâ€™en Ã©taient offusquÃ© ans aprÃ¨s, la rÃ©alitÃ© du terrain ne lui donne-t-elle pas raisonÂ ?

La dÃ©mocratie Ã©lectorale en Afrique a Ã©chouÃ© parce que les Ã©lections, notamment prÃ©sidentielles, donnent dâ€™ob trois constantes qui militent, Ã mon sens, pour leur abandon. La dÃ©mocratie, un luxe ? PremiÃ¨rement, lâ€™Ã©lection prÃ©sidentielle est improductive car non seulement elle est trÃ¨s onÃ©reuse pour les pays africains, mais elle produit trÃ¨s peu de rÃ©sultats positifs dans la vie des populations.Â La prÃ©sidentielle ivoirienne de 2010 a Ã©tÃ© reconnue par lâ€™ense des observateursÂ comme lâ€™une des plus coÃ»teuses auÂ monde.Â Le coÃ»t de lâ€™organisation du scrutin a Ã©tÃ© estim 300Â millions dâ€™euros, ce qui en faisait lâ€™Ã©lection la plus chÃ¨re dâ€™Afrique. La dÃ©mocratie en Afrique, dans des pa et trÃ¨s endettÃ©s, est devenue un vÃ©ritable luxe. Ces pays font trÃ¨s souvent appel Ã des financements extÃ©rieurs auprÃ¨s de lâ€™Union europÃ©enneÂ et dâ€™autres bailleurs pourÂ organiserÂ les prÃ©sidentielles. Mais tout cela pour quels rÃ©sult de nombreux pays, lâ€™Ã©lection met aux prises des factions, gÃ©nÃ©ralement Ã base ethnique et depuis longtemps embourbÃ©es dans des luttes deÂ pouvoirÂ fratricides. De fait, le niveau de violence Ã©lectorale (avant, pendant et aprÃ¨s) est devenu la jauge du bon dÃ©roulement et de la crÃ©dibilitÃ© dâ€™une Ã©lection. La derniÃ¨re prÃ©sidentielle du 27Â aoÃ» Gabon sâ€™est terminÃ©e par des violences exactement comme enÂ 2009. Les violences Ã©lectorales les plus graves sont celles qui se sont dÃ©roulÃ©es auÂ KenyaÂ enÂ 2008, puis en CÃ´te dâ€™Ivoire enÂ 2010 et, plus rÃ©cemment, auÂ Burundi Le scrutin prÃ©sidentiel Ã Â venirÂ en RÃ©publique dÃ©mocratique du Congo (RDC) a dÃ©jÃ gÃ©nÃ©rÃ© des violences avan que lâ€™on ne se rapproche de son organisation. En outre, mÃªme dans les pays considÃ©rÃ©s comme les plus avancÃ©s da la consolidation de la dÃ©mocratie comme leÂ Ghana, leÂ Mali, leÂ SÃ©nÃ©gal, et leÂ BÃ©nin, la prÃ©sidentielle a polarisÃ© l tensions et lâ€™on a parfois frÃ´lÃ© la tragÃ©die. Entendons-nous bien, lâ€™absence de brutalitÃ© visible ne signifie pas quâ€ de violation, mÃªme symbolique, des droits de lâ€™homme par la restriction des libertÃ©s politiques, notamment lâ€™emprisonnement, les tortures et les menaces des opposants, ainsi que des acteurs de la sociÃ©tÃ© civile (syndicats, unions, journalistes, etc.) avant ou aprÃ¨s une Ã©lection. Ces violences en gÃ©nÃ©ral dÃ©bouchent sur la conservation du pouvoir par le prÃ©sident sortant ou le rÃ©gime en place. DeuxiÃ¨mement, les Ã©lections prÃ©sidentielles en Afrique ne dÃ©bouchent que trÃ¨s rarement sur une alternance. En dehors de quelques pays comme le Ghana, le Mali, le SÃ©nÃ©gal, le BÃ©nin et le Malawi, lâ€™alternanceÂ politiqueÂ sâ€™est faite soit par le biais des putschs ou soulÃ¨vements populaires lors d Â«Â printemps arabeÂ Â», soit elle ne sâ€™est pas rÃ©alisÃ©e. Le mÃªme prÃ©sident, le mÃªme clan ou systÃ¨me, trentenaire cinquantenaire, demeure au pouvoir. Il en est ainsi duÂ TogoÂ et du Gabon, puis, dans une certaine mesure, de toute la sous-rÃ©gion de lâ€™Afrique centrale notamment lâ€™Angola, le Congo, leÂ Tchad, laÂ GuinÃ©e Ã©quatoriale, leÂ Camerou loin, leÂ ZimbabweÂ et lâ€™Ouganda. Inculture dÃ©mocratique des classes politiques africaines La tendance, la grande, reste la foire aux modifications des Constitutions pour que des prÃ©sidents qui avaient acceptÃ© aux forceps le multipartisme, demeurent au pouvoir vingt-cinq ans aprÃ¨s lâ€™instauration de la dÃ©mocratie. Aujourdâ€™hui, ils sont nombreux Ã seÂ lancerÂ dans lâ€™aventure de la modification constitutionnelle en vue deÂ conserverÂ le pouvoir, Ã lâ€™instar du Burundi Congo et duÂ Rwanda. Ce sont des prÃ©sidents qui organisent lâ€™Ã©lection, et la gagnent inÃ©luctablement. Dans un passÃ rÃ©cent, Abdoulaye Wade avait essayÃ© ce passage en force. En CÃ´te dâ€™Ivoire, la tentation reste grande avec leÂ projetÂ nouvelle Constitution prÃ©vue par le rÃ©gime en place. Au BÃ©nin, ce nâ€™est pas faute dâ€™yÂ avoirÂ pensÃ©. AuÂ Burki tentative de Blaise CompaorÃ© a connu une fin fatidique. En RDC, les manÅ“uvres sont en cours pourÂ trouverÂ les ressorts juridiques dâ€™une Ã©ventuelle prolongation du mandat de Joseph Kabila. Ces manÅ“uvres qui trÃ¨s souvent provoquent des violences, dÃ©bouchent inexorablement sur la contestation des rÃ©sultats. Ce qui nous amÃ¨ne justement au troisiÃ¨me pointÂ : la contestation des rÃ©sultats est devenue quasi consubstantielle Ã lâ€™exercice de ces scrutins et dÃ©note lâ€™incu dÃ©mocratique des classes politiques africaines. Lâ€™opposition dÃ©nonce toujours des fraudes et demande lâ€™annulation lâ€™Ã©lection. Depuis le 30Â aoÃ»t, date de proclamation des rÃ©sultats de la prÃ©sidentielle gabonaise, le candidat de lâ€™opposition, Jean Ping, nâ€™a cessÃ© deÂ crierÂ Ã la fraude tout en sâ€™autoproclamant lui-mÃªme vainqueur du scrutin de la RÃ©publique en dehors de tout cadre juridique. EnÂ 2015, enÂ GuinÃ©e, lâ€™opposant Cellou Dalein Diallo rÃ©clamait reprise de lâ€™Ã©lection avant mÃªme la fermeture des bureaux de vote. Lors de la prÃ©sidentielle ivoirienne de 2015, les candidats de lâ€™opposition tels Mamadou Koulibaly et Essy Amara ont suspendu leur participation avant mÃªme lâ€™ouvertu des bureaux de vote, dÃ©nonÃ§ant de graves irrÃ©gularitÃ©s et la mainmise du prÃ©sident sortant, Alassane Ouattara, sur le processus. En face, le pouvoir, qui contrÃ´le les organes Ã©lectoraux pompeusement qualifiÃ©s dâ€™Â«Â indÃ©pendantsÂ Â» toujours en brÃ¨che les contestations et recours des opposants et proclame vainqueur le prÃ©sident en place. Penser autre chose que lâ€™Ã©lection Sur le continent, les Ã©lections prÃ©sidentielles donnent Ã Â voirÂ cette mÃªme complainte de de tricherie et de manque de transparence et dâ€™Ã©quitÃ©. Pourquoi organiser une Ã©lection dont le processus est de toute faÃ§on remis en cause et ne dÃ©bouche que rarement sur lâ€™alternance, mais plutÃ´t sur des violences, et des mortsÂ ? Mo argument est quâ€™il ne faut pas organiser dâ€™Ã©lection prÃ©sidentielle dans certains pays africains. Ne pas leÂ faire, câ€™estÂ Ã©pargnerÂ des vies humaines, câ€™est Ã©pargner de lâ€™argent, câ€™est sâ€™Ã©manciper dâ€™acteurs polit Le gain humain, Ã©conomique, moral etÂ politiqueÂ de la non-organisation de prÃ©sidentielles lâ€™emporte sur le maintien dâ simulacre qui ne vise quâ€™Ã Â satisfaireÂ la communautÃ© internationale. Le modÃ¨le dÃ©mocratique occidental, contraireme la pensÃ©e distillÃ©e, nâ€™est pas universel. Chaque sociÃ©tÃ© devrait sâ€™inventer son propre modÃ¨le deÂ gouvernanceÂ sa pÃ©rennitÃ© dans la paix et le progrÃ¨s. A ceÂ titre, lâ€™Ã©lection prÃ©sidentielle pourrait Ãªtre maintenue uniquement da pays oÃ¹ lâ€™expÃ©rience semble fructueuse. Mais, dans les autres, il fautÂ penserÂ Ã autre chose, avant que lâ€™Occident trouve â€“ encore â€“ une autre Â«Â solutionÂ Â» Ã Â imposerÂ aux Africains, faute dâ€™avoir trouvÃ© par eux-mÃªmes. Le rÃ

parlementaire, entre autres, peut peut-Ãªtre contribuer à à rÃ©duire tensions et violences à lâ€™Ã©chelon rÃ©gional ou loc
que national. Aussi, un candidat à la prÃ©sidentielle ivoirienne de 2015 avait proposÃ© la brillante idÃ©e dâ€™un systÃ¨me tou
fait inÃ©dit fondÃ© sur une prÃ©sidence tournante entre les rÃ©gions ou blocs ethniques. Lâ€™Ã©picentre de lâ€™Ã©lection
dans la rÃ©gion chargÃ©e de dÃ©signer, parmi ses Ã©lus, celui qui accÃ©dera à la prÃ©sidence. Lâ€™on pourrait exigerâ
candidat visant un siÃ¨ge rÃ©gional, puis la prÃ©sidence, dâ€™obtenir un quota de signatures dans les autres rÃ©gions. Ce qu
lâ€™amÃ¨nerait à organiser une campagne nationale. Le prÃ©sident Ã©lu se prÃ©vaudrait ainsi dâ€™une double lÃ©gitimitÃ©
nationale. Ce systÃ¨me parlementaire tournant aurait lâ€™avantage de rÃ©gler la question ethnique rÃ©currente, de pacifie
Ã©lections et garantir lâ€™alternance. Par Alfred Babo Alfred Babo est dâ€™origine ivoirienne. Il est sociologue et profess
dâ€™Ã©tudes internationales à lâ€™universitÃ© amÃ©ricaine de Fairfield (Connecticut).